

Le courrier du Conseil exécutif au Canada-Uni et au début de la Confédération

par Christiane Faucher et Jacques Poitras

L e Conseil exécutif et le Conseil législatif (1763-1841)

Le Conseil exécutif vit le jour avec le début du régime anglais. En 1763, après trois années de gouvernement militaire composé par le général en chef des troupes anglaises et des gouverneurs de Québec, Montréal et Trois-Rivières, le Bureau colonial de Londres autorisa une certaine administration par la population civile, mais sous l'autorité du Gouverneur général Murray qui avait un droit de véto. « Ce gouvernement civil, c'est-à-dire un conseil exerçant le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire formé du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs de Montréal et Trois-Rivières, du juge en chef, de l'inspecteur des douanes et de huit (8) personnes choisies parmi les plus considérables, dont une fut du pays »¹.

En 1774, sous le gouverneur Carleton, la création du Conseil législatif enleva au Conseil exécutif ses fonctions législatives. Alors que le Conseil exécutif se réunissait au Château Saint-Louis à Québec, en présence du Gouverneur général, les rencontres du Conseil législatif avaient lieu dans l'ancien palais épiscopal en présence du lieutenant-gouverneur. « Le Conseil Législatif formé en vertu de l'Acte de Québec de 1774 et composé de 23 membres dont un tiers était Canadiens catholiques »¹.

Habituellement, des membres du Conseil exécutif siégeaient aussi au Conseil législatif. Ainsi en 1787, sous le Gouverneur général Carleton, le chevalier Picotté de Belestre, surintendant des chemins, Hugh Finlay, directeur général de la poste, Henry Cadwell, receveur général, William Grant, adjoint du receveur général, Samuel Holland, arpenteur général, John Collin, adjoint de l'arpenteur général et George Pownall, secrétaire provincial, font partie des deux conseils².

Même après la création de la Chambre d'assemblée de la Province de Québec en 1791, par l'Acte de Québec, la structure de pouvoir resta la même. Le Gouverneur général dirigeait la province avec l'aide du Conseil exécutif et du Conseil législatif composés de personnes nommées par lui. Cette situation perdura jusqu'à la révolte des patriotes, où le Conseil législatif fut suspendu et remplacé par un Conseil spécial formé le 27 mars 1838 par le Gouverneur général, et qui administra jusqu'à l'Union du Haut et du Bas-Canada.

Le courrier officiel de cette époque provient en grande partie du Bureau du Gouverneur général et de celui de Secrétariat provincial. Mais il existait en même temps un Bureau du Conseil exécutif composé d'un greffier, Herman Witsrus Ryland, de son assistant George H. Ryland, d'un messager John King et d'un portier Michaël Quin³.

Le Conseil exécutif à partir de l'Union du Bas et du Haut-Canada

Cette situation de pouvoir se modifia à partir des années 1841. L'Acte d'Union reconnut le principe de la responsabilité ministérielle. Cette responsabilité exigeait que le Conseil exécutif soit formé par des membres du parti majoritaire et l'Assemblée législative ne devint effective qu'à partir de 1848 sous Lord Elgin.

Le premier ministère ou Conseil exécutif, celui de Baldwin-La Fontaine a été composé à partir du 11 mars 1848 jusqu'en 1851 de L.H. LaFontaine, procureur général du Bas-Canada, R. Baldwin procureur général du Haut-Canada, R. B. Sullivan secrétaire provincial, F. Hincks inspecteur général, T.C. Aylwin solliciteur général du Bas-Canada, J. Leslie président du Conseil exécutif, R.E. Caron et J.H. Price, commissaires des terres de la Couronne, L.M. Viger, receveur général, E.P. Taché, chef des commissionnaires du ministère des Travaux publics et M. Cameron assistant-Commissaire du ministère des Travaux publics.

Le 22 février 1851, James Morris est nommé au Conseil exécutif du gouvernement Baldwin-La Fontaine et devient ministre des Postes le 5 avril 1851, date à laquelle l'administration des Postes passa à la Province du Canada. Il deviendra aussi membre de la Commission des chemins de fer. J. Leslie était secrétaire provincial, Jos. Bourret président du Conseil exécutif, assistant-commissaire des travaux publics et membre of de la Commission des chemins de fer, E.P. Taché, receveur général, chef des commissionnaires du ministère des Travaux publics, membre de la Commission des chemins de fer, L.H. LaFontaine, procureur général du Bas-Canada, R. Baldwin, procureur général du Haut-Canada, F. Hincks, inspecteur général, J.H. Price, commissaire des terres de la Couronne. R.E. Caron, T.C. Alwin, R.B. Sullivan, L.M. Viger et M. Cameron ne font plus partie du cabinet⁴.

Le courrier du Conseil exécutif de l'Union

Malheureusement il ne semble pas exister de marques spéciales utilisées sur le courrier des membres du Conseil exécutif alors qu'on en retrouve sur le courrier des membres de l'Assemblée et du Conseil législatif de l'Union. Pour le courrier du Bureau du Conseil exécutif, il ne semble pas que les greffiers ou les fonctionnaires aient utilisé des tampons spéciaux. Voici les fonctionnaires importants du Bureau du Conseil exécutif de 1841 à 1867⁴ :

<i>Fonctionnaires et titres</i>	<i>Dates en fonction</i>
G.H. Ryland, greffier	10 février 1841 au 12 octobre 1842
E. Parent, greffier	13 octobre 1842 au 19 mai 1847
J. Joseph, greffier	20 mai 1847 au 28 mai 1851
W.H. Lee, greffier	26 novembre 1853 à la Confédération
William Henry Lee, aide-greffier	10 février 1841 au 25 novembre 1853
William Alfred Himsworth, secrétaire Aide-greffier	en 1843; 26 novembre 1853 à la Confédération

Les marques manuscrites « paid »

La lettre la plus ancienne que nous connaissons provient du Bureau du Conseil exécutif et est datée

du 13 décembre 1850(Illustration 1).. À cette date le gouvernement siégeait à Toronto. Cette correspondance est envoyée à l'Honorable Louis Panet, membre du Conseil Législatif à Québec et son signataire est W. A. Himsworth. Malgré son nom, Himsworth est né à Trois-Rivières et a fait ses études à Montréal. Il fut secrétaire au Conseil exécutif du Canada-Uni depuis 1843 et s'occupa des affaires du Bas-Canada. Le tarif inscrit en rouge « 1/6 », soit un shilling 6 pence correspond à une feuille. On note, en bas à gauche, des marques manuscrites sur trois lignes : une marque « Paid », car jusqu'en 1855, le courrier officiel devait être payé, « E. C. O. » pour Executif Council Office, et les initiales du fonctionnaire William Alfred Wimsworth. La lettre, rédigée en français, traite des lettres patentes demandées par M. Lemesurier, industriel de Québec. Elle nous permet d'entrevoir les problèmes liés au changement de lieu de la capitale qui s'effectuait tous les quatre ans. Cette demande originale a été faite à Québec en 1849, a été transportée à Montréal au bureau des Terres de la Couronne (M. Bouchette), y est demeurée 4 mois et finalement a été envoyée au procureur général à Toronto.

Le contenu du pli est très explicite et stipule que « les papiers sont restés entre les mains de M. Bouchette trois ou quatre mois, nonobstant les applications réitérées que j'ai faites à ce M. et ce n'a été qu'après une

plainte formelle de ma part à M. Price que la laisse a été renvoyée au procureur général. Ce dernier a déjà préparé son projet et je me flatte que l'affaire se



Illustration 1: Pli envoyé par William Alfred Wimsworth le 13 décembre 1850 du Bureau du Conseil exécutif à Toronto, à l'Honorable Louis Panet, membre du Conseil Législatif à Québec, siège du Gouvernement. [Source : Collection Faucher-Poitras]

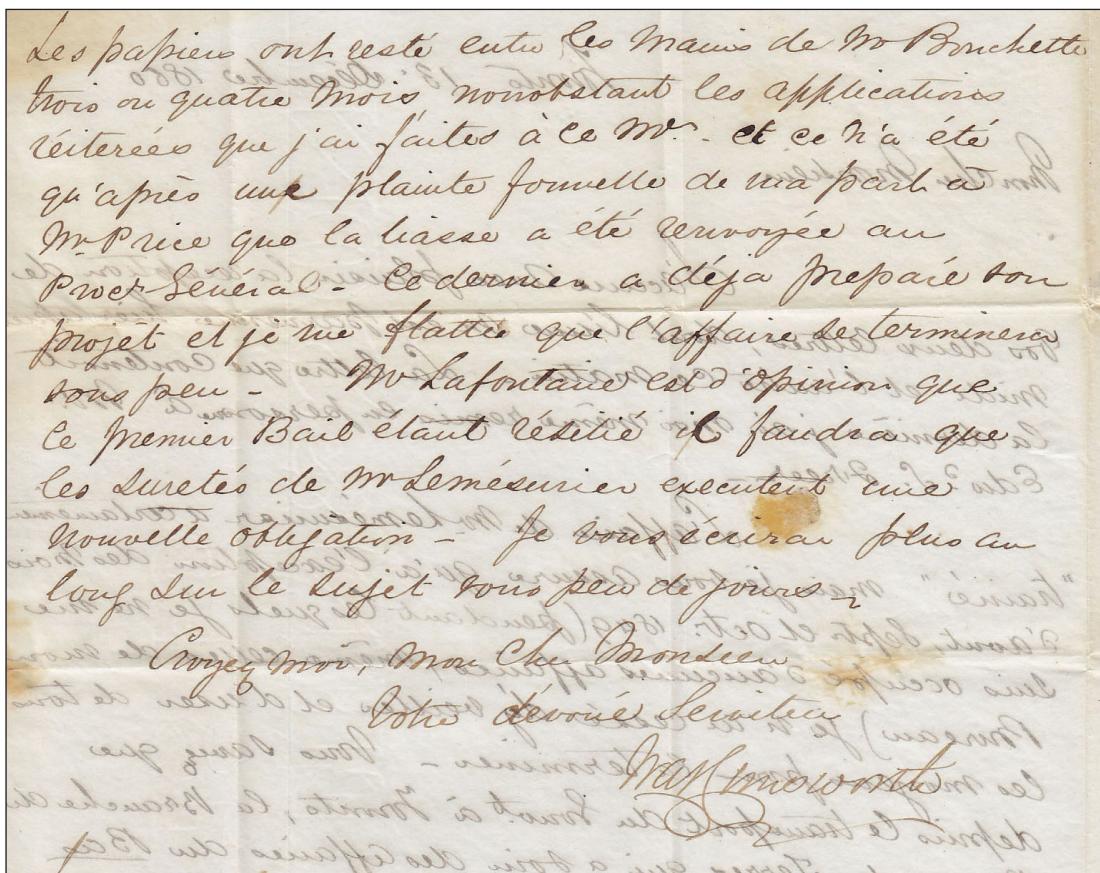


Illustration 2 : Contenu de la lettre de W.A. Wimsworth à l'Honorable Louis Panet faisant état des problèmes de M. Lemesurier. [Source : Collection Faucher-Poitras]

termine sous peu. M. LaFontaine est d'opinion que le premier bail étant résilié il faudra que les répondants de M. Lemesurier exécutent une nouvelle obligation. Je vous écrirai plus au long sur ce sujet sous peu de jours » (Illustration 2).

Correspondance du Conseil exécutif des années 1851 à 1854

En 21 octobre 1851, le président du Conseil Exécutif Joseph Bourret (17 avril 1850 au 27 octobre 1851) de Montréal envoie un pli à Toronto à monsieur B. Smith lui expliquant que sa lettre du 16 octobre a été expédiée à Québec à M. Lee, fonctionnaire du bureau du Conseil exécutif. Il n'y a pas de marque identifiant le Conseil exécutif, seulement les initiales de J. B. en bas à gauche, mais le texte inclus y fait référence. Le pli est payé 3 pence, le tarif normal de l'époque (Illustrations 3-4).

Des enveloppes avec leur contenu sont envoyées entre 1852 et 1854 à monsieur B. Smith par William Henry Lee⁵ du bureau du Conseil exécutif. Elles traitent du salaire de M. Smith. Toutes les enveloppes ont une marque manuscrite « paid / E.C.O. / W. H. Lee ». Elles sont envoyées de Québec à Toronto aux tarif et tampon « PAID 3 ». Voici un exemple d'une enveloppe datée de 1852 : au verso l'on retrouve un sceau circulaire rouge dans le papier avec la mention en blanc « Executive Council » et à l'intérieur une couronne (Illustrations 5-6).

William Henry Lee commença en 1821 sa carrière de fonctionnaire comme surnuméraire dans le Bureau du Conseil exécutif du Haut-Canada. En 1839, il fut nommé greffier suppléant, poste qu'il occupa en 1841 dans le Bureau du Canada-Uni.

Le courrier en franchise postale

À partir de juillet 1855, la poste des ministères et des bureaux gouvernementaux devient gratuite. L'inscription du Bureau du Conseil exécutif changea donc de la marque manuscrite « paid » au tampon « FREE ». Voici des exemples des nouvelles marques manuscrites « Free / E.C.O. / W.A. H » et « Free / E.C.O. / W. H. Lee » et du tampon « FREE » apposé à l'encre noire (Illustrations 7-8).

Au début de 1864, messieurs Lee et Himsworth communiquèrent avec M. Henry J. Morgan qui à cette époque était le secrétaire personnel d'Isaac Buchanan (président du Conseil exécutif du 30 mars au 29 juin 1864). De janvier à avril 1864, Henry J. Morgan séjourna à Montréal pour le Conseil exécutif. L'enveloppe de janvier 1864 lui est envoyée au soin de M. W. Horswell, greffier au bureau du canal Lachine.

Courrier du secrétaire personnel du président Isaac Buchanan du Conseil exécutif (1864)

En tant secrétaire personnel du président du Conseil, Henry J. Morgan recevait du courrier au Bureau du Conseil exécutif. Le premier document que nous vous présentons est une enveloppe portant seulement une oblitération de type duplex de Québec datée du 9 juillet 1864 (Illustration 9). Elle est envoyée par William Spint du Département de la « Routine and Records » de l'Assemblée législative. Ce dernier déplore l'absence d'un exemplaire du rapport géologique de Sir Logan.

Un autre document (Illustrations 10-11) représente une enveloppe avec, au verso, un sceau du Conseil exécutif imprimé en relief ainsi qu'une couronne en blanc. L'enveloppe du 16 août 1864 provient de Cacouna et est envoyée à Henry J. Morgan au Conseil exécutif à Québec. Sur le rabat, on peut lire « Mr. Harrison left for Quebec, on Tuesday last ». J'ignore qui a envoyé cette enveloppe à H.J. Morgan, car le contenu a disparu. Cacouna est à cette époque une station balnéaire prisée de l'élite canadienne. La lettre pourrait provenir de son patron, Isaac Buchanan, président du Conseil exécutif à cette date ou de R.A. Harrison qui fut attaché au procureur général's Office du Haut-Canada du 10 septembre 1854 au 28 février 1859 où H.J. Morgan travailla en 1859.

En novembre 1864, H.J. Morgan occupa la fonction de secrétaire personnel auprès du Secrétaire de la province William McDougall. Son courrier fut donc envoyé au Secrétariat provincial. Au début de la Confédération, H.J. Morgan obtint un travail au Secrétariat des provinces, puis au Secrétariat d'État.

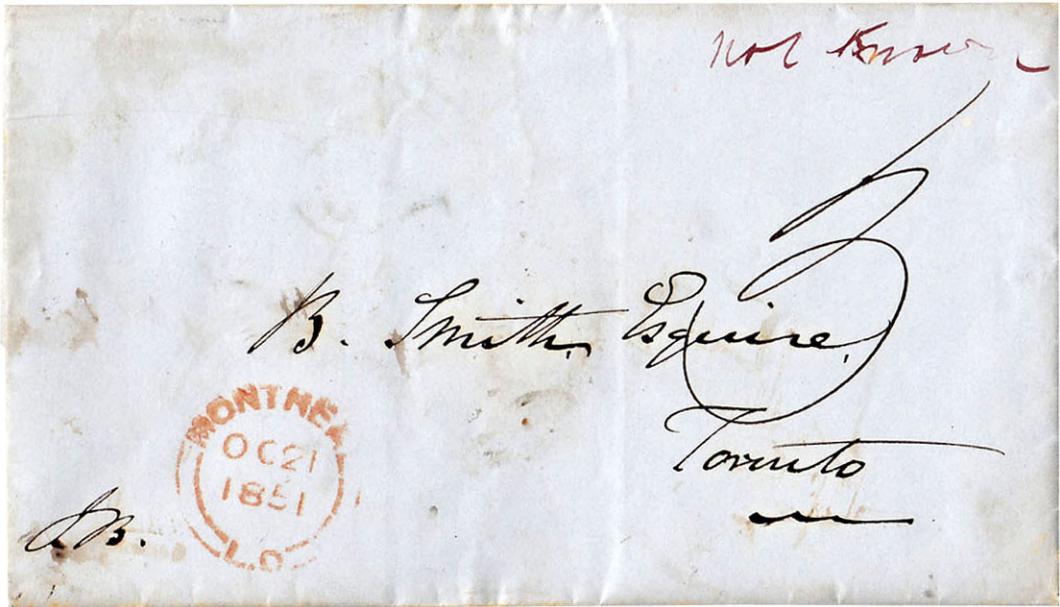


Illustration 3 : Pli de Joseph Bourret, président du Conseil exécutif envoyé de Montréal à Toronto le 21 octobre 1851. [Source : Collection Faucher-Poitras]

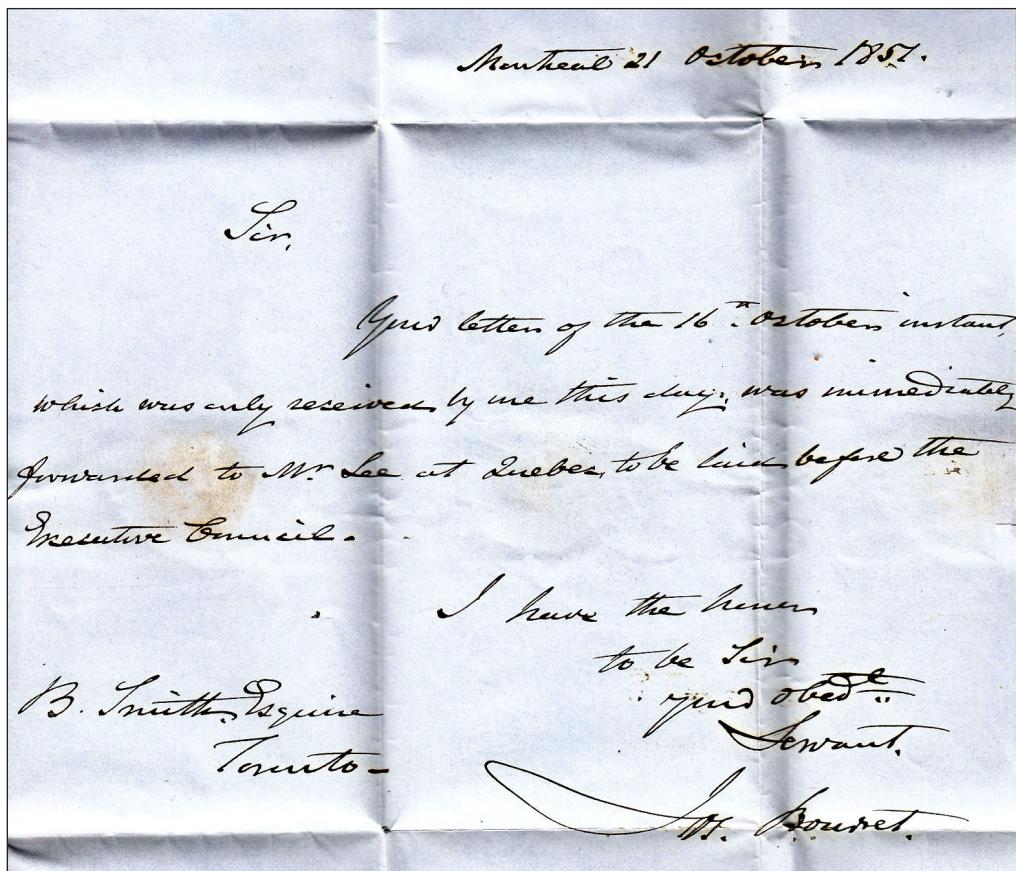


Illustration 4 : Contenu du pli de Joseph Bourret où il transmet une lettre de M. Smith à M. Lee pour qu'elle soit déposée au Conseil exécutif. [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 5 : Enveloppe envoyée par W.H. Lee en 1852 de Québec au siège du gouvernement à Toronto avec marque manuscrite « paid / E.C.O. / W.H. Lee » et tampon « PAID 3 » en rouge. [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 6 : Endos de l'enveloppe précédente avec sceau du Conseil exécutif de l'Union. [Source : Collection Faucher-Poitras]

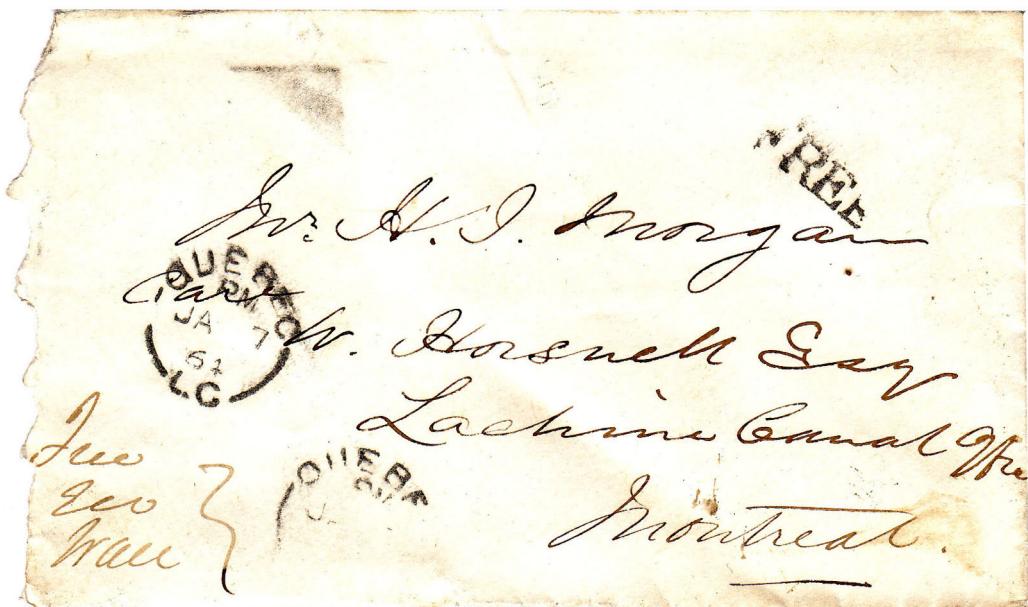


Illustration 7 : Enveloppe envoyée de Québec le 7 janvier 1864 par W.A. Himsworth du Conseil exécutif à H.J. Morgan au canal Lachine à Montréal en franchise postale. [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 8 : Enveloppe envoyée de Québec le 15 février 1864 par W.H. Lee du Conseil exécutif à H.J. Morgan à Montréal en franchise postale. [Source : Collection Faucher-Poitras]

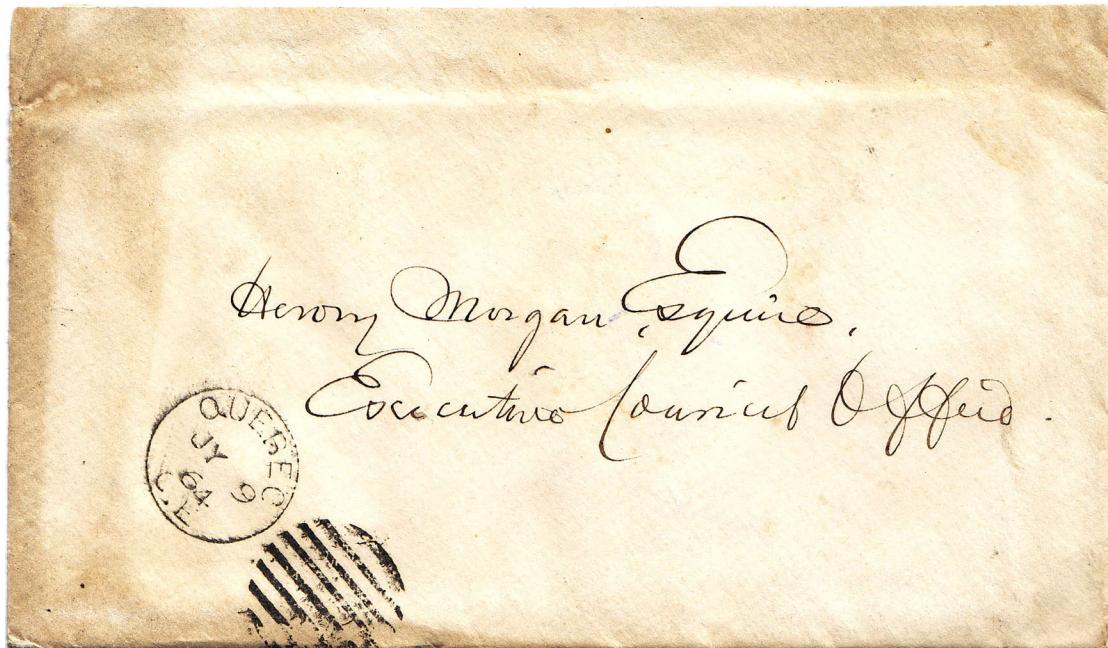


Illustration 9 : Enveloppe estampillée avec marque duplex de Québec datée du 9 juillet 1864 et envoyée en franchise postale. [Source : Collection Faucher-Poitras]

Courrier de quelques membres du Conseil exécutif en 1864 et 1866

George Brown, un des Pères de la Confédération fut président du Conseil exécutif du 30 juin 1864 au 21 décembre 1865. Nous avons retracé une lettre envoyée de Québec à sa femme en Écosse et datée du 11 août 1865. La lettre est envoyée en franchise postale et transportée par un bateau à vapeur canadien le 13 août 1864. Elle arrive à Glasgow le 26 août. Notez la marque manuscrite « Free / Geo. Brown / Pres. Ex. Council » (Illustration 12).

La lettre suivante, en provenance d'Ottawa et datée du 18 octobre 1866 présente une marque manuscrite d'Hector Louis Langevin, Solliciteur général pour le Bas-Canada « H.L.L./Sol. Ge. B.C. », et un tampon « FREE » à l'encre noire (Illustration 13). Le récipiendaire est Thomas Glover, un riche marchand de Québec et aussi un bailleur de fonds. Au verso l'enveloppe identifie la provenance avec un sceau rouge et lettrage imprimé en relief et l'ajout d'une couronne. Le sceau identifie

l'« Executive Council Canada » (Illustration 14). À cette époque, Hector L. Langevin était membre du Conseil exécutif et Solliciteur général du Bas-Canada depuis le 30 mars 1864.

Le courrier après la Confédération

Le courrier du bureau du Conseil privé « du souverain » du Canada

Avec l'arrivée de la Confédération, le Conseil exécutif est remplacé par le Conseil privé de la Reine pour le Canada (Queen's Privy Council for Canada). W. H. Lee conserva son poste de greffier jusqu'en juin 1872. À cette date, W.A. Wimsworth, son assistant, le remplaça au poste de greffier, poste qu'il occupa du 2 juillet 1872 au 7 janvier 1880.

En 1879, le Bureau du Conseil privé possédait un tampon rouge au nom de son greffier, W. A. Wimsworth, ainsi qu'une identification de l'emblème du Conseil privé (Illustrations 15-16).



Illustration 10 : Enveloppe provenant du Conseil exécutif datée du 16 août 1864 et envoyée en franchise postale de Cacouna à Québec, sans aucun seing. La marque postale double cercle brisé de Cacouna frappée à l'encre rouge a été apposée (CMPQ 8-1-6-1). [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 11 : Endos de cette enveloppe identifiant la provenance par sceau du Conseil exécutif imprimé en relief ainsi qu'une couronne en blanc. [[Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 12 : Enveloppe envoyée en franchise postale de Québec le 11 août 1865 à Lamlash, Écosse, par George Brown, président du Conseil exécutif. [Source : Collection Grégoire Teyssier]

Courrier des Présidents du Conseil privé

En 1869, on utilisait encore les enveloppes portant au verso le sceau de l'ancien Conseil exécutif. Mais sur le recto de l'enveloppe, il y avait « Privy Council Canada » imprimé sur deux lignes et la signature manuscrite de l'envoyeur, J. Howe qui fut président du Conseil privé de 1869 à 1873 (Illustrations 17-18). Le courrier de l'exécutif était gratuit dans tout le Canada, donc d'Ottawa à Maitland, Nouvelle-Écosse en mai 1869.

Quarante ans plus tard, les présidents du Conseil privé mettent toujours leurs noms ou leurs initiales avec en dessous « P.C. » (Privy Council) en bas à gauche sur le devant de l'enveloppe pour identifier leur courrier. Au début du XXe siècle, le président du Conseil privé est habituellement le premier ministre du Canada.

Voici une enveloppe de Sir Wilfrid Laurier⁶, premier ministre du Canada du 28 juin 1896 au 21 septembre 1911. Elle est envoyée à Henry J. Morgan en franchise postale avec le tampon « W.L. / P.C. ». L'oblitération est un dateur « FREE – Ottawa » du 12 avril 1905 (Illustration 19).

Le prochain exemple représente une enveloppe en date du 26 mars 1918. L'enveloppe porte un tampon dans le coin inférieur gauche « N.W.R. / P.C. » identifiant Newton Wesley Rowell, Privy Council (Illustration 20).

Newton Wesley Rowell entra au gouvernement d'union le 13 octobre 1917 à titre de président du Conseil privé - fonction habituellement exercée par le premier ministre - et de vice-président du comité de guerre, dont Borden était le président nominal. Il avait donc comme responsabilité première l'organisation de l'effort de guerre, y compris l'application de la conscription⁷.

Le gouvernement d'union fait par Borden avec les libéraux de l'Ontario est dû à la guerre 1914-1918. Le gouvernement canadien-anglais voulait y participer, envoyer des troupes pour montrer sa puissance. Malheureusement, les Québécois refusèrent d'entrer volontairement dans les forces militaires canadiennes. Laurier était dans l'opposition et refusait la conscription forcée, comme ses députés libéraux du

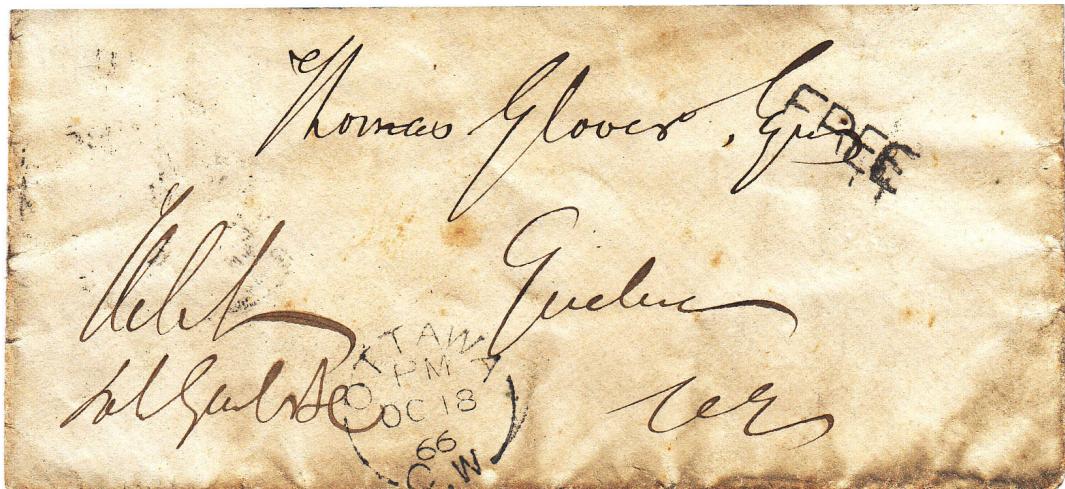


Illustration 13 : Enveloppe du Conseil exécutif du Canada du 18 octobre 1866, envoyée en franchise postale avec tampon « FREE » d'Ottawa à Québec par Hector L. Langevin, solliciteur général du Bas-Canada. [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 14 : Endos de l'enveloppe identifiant le sceau rouge et lettrage en relief du « Executive Council Canada ». [Source : Collection Faucher-Poitras]

Québec. Borden le conservateur au pouvoir s'associa avec les libéraux de l'Ontario dont le chef était Newton Wesley Rowell pour former un gouvernement d'union. Rowell obtint ainsi le poste prestigieux de président du Conseil privé, poste habituellement réservé au premier ministre, et de vice-président du comité de guerre. Grâce à Rowell, la conscription fut votée et entra en vigueur en août 1917. Des révoltes eurent lieu à Québec, mais le gouvernement les maîtrisa en

faisant tirer sur la foule et tuer quelques émeutiers par des troupes venant des provinces anglaises.

Une trentaine d'années plus tard, le titre de président du Conseil privé tombe en désuétude, étant relié à celui de premier ministre.. Louis Saint-Laurent en 1950 appose comme marque «L.S.L. / P.M. » pour Louis St-Laurent / Prime Minister, même si l'endos de l'enveloppe porte l'emblème du Conseil privé (Illustrations 21-22).

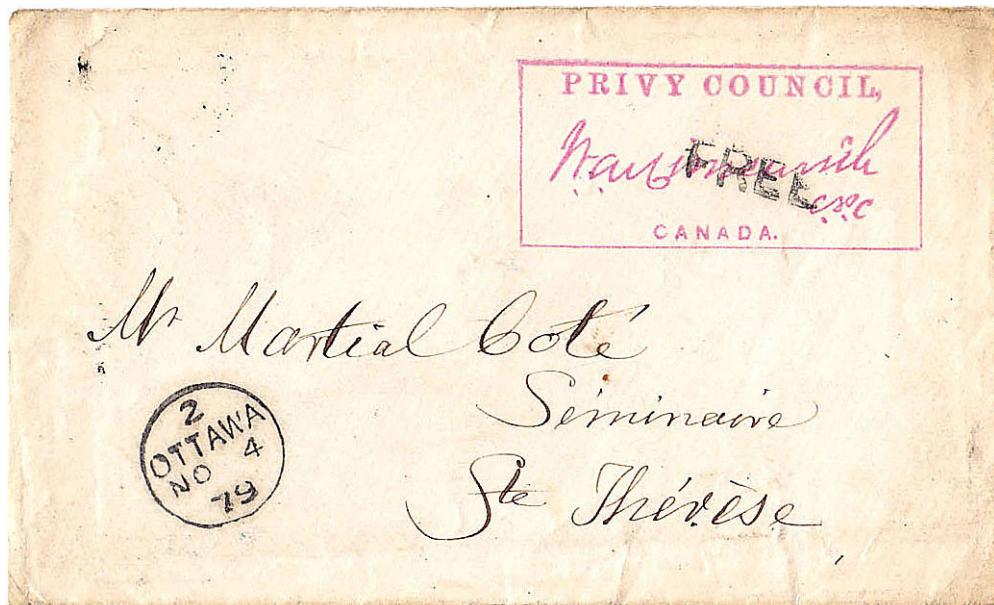


Illustration 15 : Tampon en rouge de W.A. Himsworth, greffier du Bureau du Conseil privé en 1879. [Collection Faucher-Poitras]



Illustration 16 : Emblème du Conseil privé que l'on retrouve à l'endos des enveloppes.
[Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 17 : Enveloppe du Conseil privé (« Privy Council Canada ») mis à la poste en franchise postale le 29 mai 1869 et signée par J. Howe. Envoyée d'Ottawa à Maitland, Nouvelle-Écosse. [Collection Faucher-Poitras]



Illustration 18 : Endos de l'enveloppe contenant le sceau de l'ancien Conseil exécutif « Executive Council Canada ». [Collection Faucher-Poitras]

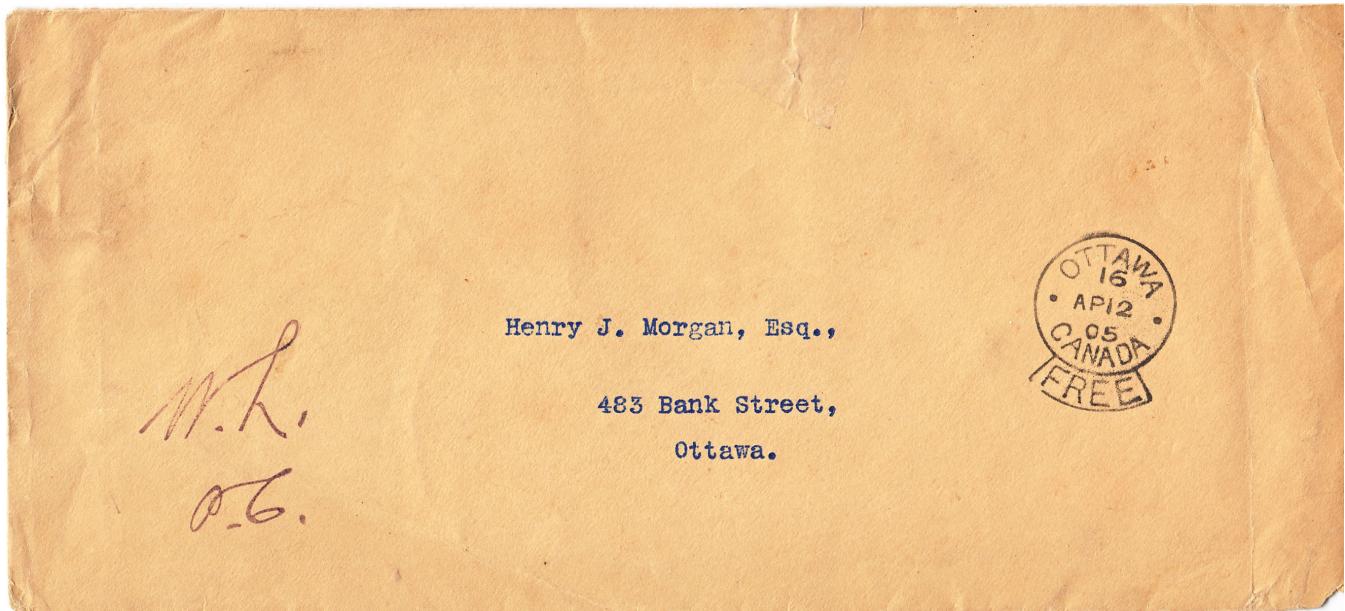


Illustration 19 : Sir Wilfrid Laurier, premier ministre et président du Conseil privé en 1905, envoie une lettre à Henry J. Morgan. [Source : Collection Faucher-Poitras]

Conclusion

Trouver des pièces provenant du Conseil exécutif de l'Union est un art, car rien ne les distingue des autres pièces de cette époque. Ce sont des marques « PAID » ou « FREE » communes. Il faut surveiller la partie gauche de l'enveloppe ou du pli qui permet cette identification. Le contenu de la lettre nous permet plus de certitude sur ce type de document.

Quant au courrier sur les premiers ministres après Sir Wilfrid Laurier, vous pouvez consulter nos articles parus dans les nos 84, 85 et 86 du *Bulletin d'histoire postale et de marcophilie*⁸.

1. Joseph Desjardins, *Guide parlementaire historique de la Province de Québec, 1792-1902*, Québec, 1902, p.1
2. Gustave Turcotte, *Le conseil législatif de Québec, 1774-1933*, L'Éclaireur, Beauceville, 1933, p. 4.
3. *Almanach de Québec, 1838*, <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/almanachQuebec/>
4. O. Coté, *Political appointments parliaments and the judicial bench in the Dominion of Canada, 1867 to 1895*, Thoburn & Co., Ottawa, 1896, p. 27-28.
5. Normand Ward, «William Henry Lee» dans *Dictionnaire biographique du Canada*. Voir http://www.biographi.ca/fr/bio/lee_william_10F.html
6. «Sir Wilfrid Laurier» dans *Dictionnaire biographique du Canada*. Voir http://www.biographi.ca/fr/bio/laurier_wilfrid_14F.html
7. M. Prang, « Biographie de Newton Westley Rowell » dans *Dictionnaire biographique du Canada*. Voir http://www.biographi.ca/fr/bio/rowell_newton_wesley_17F.html
8. http://www.shpq.org/num1_100.htm

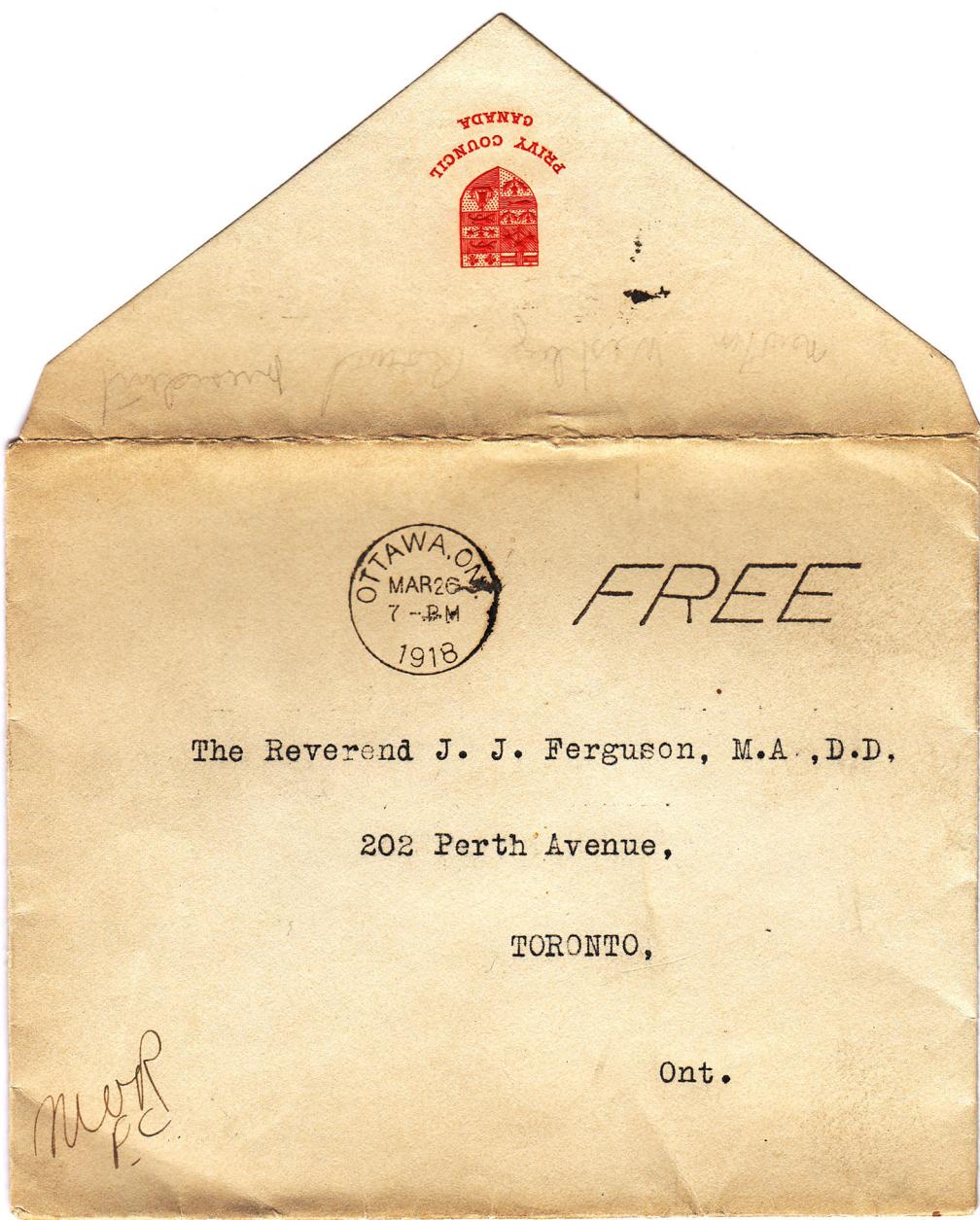


Illustration 20 : Enveloppe du Conseil privé du Canada envoyée par « N.W.R. /P.C. » identifiant Newton Wesley Rowell, Privy Council, le 10 mars 1918, en franchise postale.
[Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 21 : Enveloppe datée du 18 mai 1950 envoyée par le premier ministre Louis St-Laurent avec la mention «L.S.L./P.M.» pour Louis St-Laurent/Prime Minister. [Source : Collection Faucher-Poitras]



Illustration 22 : L'endos de cette même enveloppe avec marque postale de Québec datée du 19 mai 1950 porte l'emblème du Conseil privé. Livrée en courrier spécial à l'Arsenal du Dominion à Québec. [Source : Collection Faucher-Poitras]